

Publié le 1^{er} avril 2021

Hong Kong doit disparaître

La mise à mort politique – et demain économique – de Hong Kong par la Chine est si rapide que l'on ne peut la comprendre uniquement dans le cadre d'une simple remise au pas politique. À l'évidence, il faut considérer ce projet comme faisant partie d'un plan beaucoup plus vaste, militaire.

Sur la carte, [Hong Kong](#) est un nain géographique (seulement 1 100 km² de superficie). Mais ce nain est un géant commercial absolu. Qu'on en juge par quelques chiffres :

Hong Kong est la 8^e entité commerciale au monde, la 3^e place financière au monde (après New York et Londres), la 3^e ville la plus chère au monde (derrière Londres et Monaco), la ville la plus densément peuplée au monde (dans le quartier de Monk Kok), l'économie la plus libérale au monde (avec un total d'échanges import + export égal à 376 % de son PIB, le chiffre le plus élevé au monde), un impôt sur les sociétés étrangères de 0 %, un PIB par tête de 56 700 USD (plus que la France et les USA), le 5^e port au monde, l'un des premiers aéroports au monde, la présence de 67 milliardaires et de 10 000 millionnaires. Et, comme si tout cela ne suffisait pas, l'espérance de vie la plus longue au monde (84,2 ans). Hong Kong est à la fois, avec Singapour, la fierté de la créativité commerciale légendaire des Chinois et, d'une certaine façon, le chef d'œuvre du système libéral anglo-saxon¹.

Une solution politique «hybride» et originale

Sur le plan politique, colonie britannique depuis 1842 et le traité de Nankin, puis rétrocédée à la Chine en 1997, Hong Kong reste gouvernée par une *loi fondamentale* qui garantit en principe «un pays, deux systèmes». Avec un système légal unique (*common law*), sa propre monnaie (le HK dollar), un système politique démocratique et multipartite, des lois sur l'immigration *ad hoc*, des équipes sportives «nationales», un système internet et téléphonique autonome et un code de la route à l'anglaise (conduite à gauche), Hong Kong est bien plus qu'une «province» spécifique de la Chine : une solution politique «hybride» et originale.

Cette originalité a été solennellement réaffirmée en 1997, lors des cérémonies de rétrocession (pour lesquelles le Prince Charles s'était déplacé), avec la *déclaration sino-britannique* confirmant cette autonomie pendant cinquante ans, *jusqu'en 2047*. Pourtant, dès janvier 2019, une proposition de loi portant sur l'extradition vers la Chine des opposants politiques a mis le feu aux poudres et poussé plus d'un million (puis deux millions) de personnes dans la rue, entraînant le retrait du projet. À la suite de cela, la victoire des démocrates aux élections locales fut totale.

Les autorités chinoises ne furent pas en reste puisqu'au mois de mai 2020, elles soumettaient au vote de l'Assemblée nationale populaire, pour Macao et Hong Kong, une nouvelle *loi sur la sécurité nationale*, dont l'objet était d'interdire «la subversion, la sédition et la sécession». Cette annonce eut pour effet, malgré la pandémie, de relancer les manifestations pro-démocratie, les

¹ - Voir sur [Wikipedia](#).

Hongkongais craignant que la loi ne mette brutalement fin à l'exception démocratique de l'île, qu'elle annihile les libertés civiles et politiques de toute personne en désaccord avec le gouvernement de Pékin, et qu'au bout du compte, elle mène à la fin de l'autonomie de Hong Kong avant la date limite de 2047, en contradiction totale avec la déclaration sino-britannique et le modèle «un pays, deux systèmes».

À la suite du vote de la loi par la Chine, le 28 mai 2020, le Royaume Uni décida d'accorder aux 3 millions de Hongkongais qui le peuvent et le souhaitent la citoyenneté britannique.

Pour couronner le tout, le 30 mars 2021, c'est à dire ces tout derniers jours, la Chine annonça une réforme radicale du système politique de l'île, visant à marginaliser totalement l'opposition². Visiblement, le gouvernement de Pékin entend profiter de la crise du Covid, qui anesthésie les réactions politiques, à l'intérieur et à l'extérieur du territoire, pour avancer ses pions de façon, espère-t-elle, définitive. On peut penser, au vu de ce coup de force, soit que la partie est finie, si les autorités internationales – en particulier les USA – ne réagissent pas immédiatement et fortement, soit qu'elle ne l'est pas, si une protestation unanime a lieu, ce qui soutiendra la réaction (qui ne manquera pas d'advenir) des courageux résistants et démocrates locaux.

Pourquoi la Chine sacrifie-t-elle délibérément l'un de ses meilleurs atouts ?

Dans un cas comme dans l'autre, une question essentielle demeure : pourquoi donc la Chine sacrifie-t-elle délibérément l'un de ses meilleurs atouts ? En effet, il ne fait pas de doute que Hong Kong représentait jusqu'ici, pour le pays tout entier, à la fois une source de profits et de développement phénoménale et, à l'égard de l'extérieur, une image de *modération politique* exceptionnellement utile. Le pouvoir central avait tous les atouts en main (et l'entremise des puissants oligarques hongkongais, qui sont les meilleurs intermédiaires entre l'étranger et l'immense marché chinois, n'aurait pas manqué), pour «scier les jambes» des oppositions les plus radicales, tout en maintenant le plus longtemps possible la fiction «un pays, deux systèmes». Le risque est maintenant énorme – et le résultat en est déjà connu – que des sanctions soient appliquées pour ce qui concerne le commerce de Hong Kong avec l'extérieur et pour la Chine en général. En réalité, à moyen ou à long terme, et malgré le courage des Hongkongais, l'âge d'or de la puissance du territoire est bien fini.

Pourquoi donc la Chine joue-t-elle ce jeu absurde ? Même si ses tentations hégémoniques (Tibet) sont ancestrales, pourquoi sortir aussi vite de la «stratégie Sun Tsu» (vaincre l'ennemi sans combattre) qui lui a si longtemps profité et qui lui a valu, malgré son régime totalitaire exécration, la sympathie manifeste de l'Occident tout au long de son récent et extraordinaire développement, ainsi qu'un pouvoir d'influence hors du commun sur le système politique américain³ ? Pourquoi faire peur aujourd'hui à ce point, avec coup sur coup la répression sauvage des Ouïghours, la «privatisation» de la mer de Chine méridionale, la pression sur Taïwan, la provocation des USA, le «containment» de l'Inde avec le volet militaire des pharaoniques Routes de la Soie⁴ et, sans doute, les pressions en sous-main sur la junte birmane pour qu'elle se rapproche de Pékin⁵ ? Pourquoi avoir dévoilé ses batteries si tôt et si naïvement ?

2 - Voir [Le Figaro](#) du 3 mars 2021.

3 - Voir la [Smart Reading Press](#) du 4 février 2021.

4 - Voir la [Smart Reading Press](#) du 25 mars 2021.

5 - Ce qui serait pour les Birmans, nous l'avons montré, une profonde erreur : voir la [Smart Reading Press](#) du 5 mars 2021.

On ne peut trouver qu'une explication, qui tient autant à la stratégie qu'à la psychologie de son dirigeant actuel, Xi Jinping : bien que cela lui ait si bien profité, la Chine *ne croit plus à Sun Tzu*, à l'intox, au grignotage, à la diplomatie rassurante, tout en faisant bonne figure et en donnant le change. Elle a décidé d'accélérer brutalement les choses, de montrer son jeu, celui de la puissance militaire et de l'intimidation, pensant qu'elle obligera ainsi, sous sa menace, l'ensemble de ses acteurs régionaux, et même les Occidentaux les plus faibles (les Européens) à venir lui manger dans la main. Elle met aujourd'hui les bouchées doubles pour son programme militaire. Elle affirme ses ambitions tous azimuts. Elle met une pression folle sur Taïwan. Elle surjoue la confrontation politique avec les USA, avec qui elle parle même de guerre. Pas étonnant que, dans ce contexte, l'Inde réarme, politiquement et psychologiquement⁶.

Hong Kong fait partie de ce plan. En effet, si dans une configuration diplomatico-commerciale, un peu de «diversité» politique est très bon à prendre, par contre, avec une option militaire, toute contestation, même minime, doit être anéantie. De plus, [l'île](#) se trouve au bord de la mer de Chine⁷ orientale, qui doit passer, selon les plans chinois, et pour les raisons les plus stratégiques qui soient, sous le contrôle absolu des Chinois. Pas question qu'il y perde un «abcès» politique fort néfaste⁸.

Quelle réaction face à la Chine ?

De fait, nous sommes en 1936. Hong Kong, c'est la Rhénanie. Taïwan, demain, c'est les Sudètes. Après-demain, ce sera la guerre mondiale⁹. Or Hitler avait dit que si les Alliés l'avaient arrêté lors de son coup de force en Rhénanie, il n'aurait pas pu déclencher la guerre. Que sommes-nous prêts à faire ?

Sont-ce les riches démocrates et Wall Street, dont le [PCC](#) dit lui-même qu'ils sont ses meilleurs alliés¹⁰, qui vont défendre Hong Kong et Taïwan ? Est-ce le [tandem Biden/Harris](#), celui d'un Président physiquement très affaibli¹¹ et d'une ultra-gauchiste, qui va réagir avec la vitesse et la fermeté qui s'impose ? Est-ce le couple Merkel/Macron, quand on sait la faiblesse de l'un¹² et les intérêts de l'autre¹³ ?

Aujourd'hui, on mange, on boit, on s'amuse, ou du moins on essaye. Voit-on l'énorme barre de nuages noirs, une de plus, qui se forme, là-bas au-dessus de la mer ?

François Martin

Retrouvez cet article sur srp-presse.fr

6 - Voir dans la Smart Reading Press du 25 mars 2021, [«L'Inde prend sa place»](#).

7 - Voir dans la Smart Reading Press du 17 mars 2021, [«Mer de Chine du sud : le centre du monde»](#).

8 - Voir dans la Smart Reading Press du 17 mars 2021, [«Mer de Chine du sud : le centre du monde»](#).

9 - Notre chance, si l'on peut dire, c'est que cette fois-ci, les Américains ne sont pas «en arrière de la main», mais en première ligne. On peut penser que la réaction sera plus rapide, du moins s'ils en ont le courage. Cette précipitation chinoise est peut-être, finalement, une bonne chose.

10 - Voir sur [Youtube](#).

11 - Voir sur [Youtube](#).

12 - Voir [Valeurs actuelles](#) du 24 mars 2021.

13 - Les ventes de Volkswagen en Chine représentent 40% de son CA.